COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 26 février 2014**

Nombre

De conseillers en exercice : 9 de présents : 7 de votants : 8 date de convocation : 18 février 2014

L'an deux mil quatorze le vingt six février, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie, après convocation légale, sous la Présidence de Pierre LEROY, Maire.

Etaient présents : Pierre LEROY, Luc CHARDRONNET, Philip CHAPE, Jean Luc PEYRON, Alain PROUVE, Jean GABORIAU, Estelle ARNAUD

Absents représentés : Gérard SILVESTRE donne pouvoir à Philip CHAPE

Absents non représentés : Corinne GAILLARD

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ayant ouvert la séance, il a été procédé, en conformité avec l'article L2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales, à l'élection, d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil Municipal.

Luc CHARDRONNET est désigné comme secrétaire de séance.

Le Conseil approuve et signe le compte rendu du précédent Conseil Municipal réuni en séance publique.

Lecture est donnée de l'ordre du jour :

Ordre du jour

FINANCES :

CREATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL

Autorisation donnée au Maire de signer les marchés

**MISE A JOUR DES PLANS AEP ET MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA POSE DE COMPTEURS DE PRELEVEMENT ET INDIVIDUELS**

Choix du bureau d'étude

CENTRE DE VACANCES DU CLOS DU VAS

Vente matériel

PARTICIPATION COMMUNALE : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT

Conseil Général 2013

URBANISME :

TELESIEGE DE LA CROIX DE LA NORE ET AMENAGEMENT DE PISTES DE SKI ASSOCIEES.

PROJET DE CONSTRUCTION PORTE PAR SCV DOMAINE SKIABLE

Lancement de l'enquête publique concernant l'étude d'impact

DIVERS :

AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES HAUTES-ALPES

IT05 (ingénierie territoriale)

adhésion à IT05

MOTION D'OPPOSITION A LA REALISATION DE LA CENTRALE THERMIQUE DE GARDANNE
A la demande du Conseil Municipal un point est retiré de l'ordre du jour

Objet : FINANCES
CREATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL
Autorisation donnée au Maire de signer les marchés

La collectivité a décidé de transformer les locaux de l'ancienne Mairie en logement communal destiné à la location.

Pour ces Travaux de réhabilitation un marché à procédure adaptée a été lancé au mois d'avril 2013. Sur 10 lots seulement 3 ont été attribués et plusieurs déclarés infructueux.

Une 2^{ème} procédure adaptée a été lancée au mois de juin avec négociation, 5 ont été attribués.

Les lots 2 toiture et lot 5 revêtement de sol sont déclarés infructueux le marché a donc été relancé en décembre en marché négocié.

Vu le code des marchés publics ;

Les lots attribués sont les suivants :

Lot 2	Toiture	avant négociation	après négociation
	Entreprise IDCB		
	Montant du marché.....	15 821.50 € HT.....	15 821.50 € HT
Lot 5	Revêtement de sol		
	Entreprise DECOSOL		
	Montant du marché.....	5 111.50 € HT.....	4 855.93 € HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

d'autoriser Monsieur Le Maire à signer les marchés publics suivants : les lots 2 et 5 qui ont été attribués.
dit que les crédits seront prévus au budget 2014.

Objet : FINANCES
MISE A JOUR DES PLANS AEP ET MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA POSE DE COMPTEURS DE PRELEVEMENT ET INDIVIDUELS
Choix du bureau d'étude

La commune de Puy Saint André exploite son réseau d'eau potable en régie communale.
La facturation est de type forfaitaire (dérogation préfectorale). Les branchements particuliers ne sont donc pas équipés de compteurs.

La facturation est réalisée avec celle de l'assainissement par le délégataire du service public de l'assainissement la S.E.E.R.C.

Afin que la facturation soit effectuée au plus près du volume consommé et pour permettre un repérage précis d'éventuelles fuites sur le réseau d'eau potable, le conseil municipal envisage la pose des compteurs individuels sur les branchements d'eau potable.

Il est nécessaire de réaliser une enquête et un relevé sur le terrain afin d'établir une liste exhaustive des différents cas existants (aujourd'hui aucun dossier de recellement sur les branchements existants n'existe) et le nombre exact de branchements à réaliser et à équiper (aujourd'hui estimés à 310 environ)

La collectivité doit réfléchir sur les différents matériels et équipements possibles (regards, compteurs, télérelève,..).

L'estimation de ce type de travaux est difficile car les imprévus sont généralement nombreux (pas de connaissance précise du tracé des branchements, plusieurs habitations raccordées sur le même branchement qu'il faut reprendre...).

C'est pourquoi la collectivité a lancé auprès de plusieurs bureaux d'études une consultation qui est composée :

D'une Tranche Ferme : mise à jour des plans du réseau d'eau potable et la création d'une carte de zonage.

D'une Tranche Conditionnelle 1 : mission de maîtrise d'œuvre pour la pose de compteurs de prélèvement.

D'une Tranche Conditionnelle 2 : mission de maîtrise d'œuvre pour la pose de compteurs individuels.

Les offres ont été réceptionnées et il a été demandé à chaque bureau d'étude des précisions complémentaires,

Vu le code des marchés publics ;

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 04 décembre 2013 et du 29 janvier 2014 ;

Mr le Maire présente aux membres du Conseil Municipal les différentes propositions reçues.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

d'autoriser Monsieur Le Maire à signer le marché avec le bureau d'études HYDRETUDE à GAP pour un montant de 4 720 €HT pour la tranche ferme.

dit que les crédits seront prévus au budget 2014.

Objet : FINANCES
CENTRE DE VACANCES DU CLOS DU VAS
Vente matériel

Monsieur Le Maire expose :

Par délibération du 7 mai 2013 le conseil municipal autorisait la vente du centre de vacances du Clos du Vas à la Communauté de de Communes du Briançonnais.

En effet, la Communauté de Communes du Briançonnais, compétente en matière de tourisme scientifique projette la réalisation de la Maison de la Géologie et du Géoparc dans cette structure.

Il est proposé de vendre une partie du mobilier à l'association Aventure 05 qui louait les locaux.

Un débat s'engage au sein du conseil municipal,

Le prix de vente est fixé à 500 € pour 10 tiroirs sous lits et 10 lits superposés.

Le Conseil Municipal à l'unanimité :

Autorise la vente du mobilier à Aventure 05 et fixe le tarif à 500 € (cinq cent euros)

Autorise le Maire à émettre le titre pour Aventure 05.

Objet : FINANCES
PARTICIPATION COMMUNALE : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT
Conseil Général 2013

Monsieur Le Maire, présente aux membres du conseil municipal une demande de participation pour la commune de Puy Saint André au Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de participer à hauteur de 0.35 € par habitant soit 485 x 0.35 = 169.75 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité ;

- **décide** une participation de 169.75 euros au Fonds de Solidarité pour le Logement,
- **autorise** Monsieur le Maire, à signer la convention avec le Conseil Général des Hautes-Alpes et à régler la dépense.

Objet : URBANISME

**TELESIEGE DE LA CROIX DE LA NORE ET AMENAGEMENT DE PISTES DE SKI ASSOCIEES.
PROJET DE CONSTRUCTION PORTE PAR SCV DOMAINE SKIABLE
(PA 005 107 14 H0001 ET PA 005 107 14 H0002).**

Lancement d'une Enquête Publique concernant l'Étude d'Impact.

Monsieur Le Maire

Rappelle que le projet de construction porté par l'exploitant SCV Domaine Skiable, comprend :

- La construction du nouveau télésiège fixe 4 places de la Croix de la Nore ;
- Le démontage du télésiège de la Croix de la Nore ;
- L'aménagement de pistes de ski alpin permettant une meilleure liaison entre les appareils.

Rappelle que ce projet fait l'objet d'une Demande d'Autorisation d'Exécuter les Travaux (D.A.E.T.)

Expose que la réalisation de ce projet est également soumise à étude d'impact, conformément à l'Article R122-1 et suivants du Code de l'Environnement (décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impacts des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement).

Expose que cette étude d'impact est soumise à enquête publique conformément à l'Article R123-1 et suivants du Code de l'Environnement (décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement).

Précise que cette enquête publique est à la charge de la Commune.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré à l'unanimité :

Décide de lancer une enquête publique concernant l'étude d'impact ;

Autorise Monsieur Le Maire à saisir le Tribunal Administratif de Marseille pour la nomination d'un Commissaire enquêteur (et de son suppléant) ;

Charge Monsieur Le Maire de signer tous les actes administratifs nécessaires à cette enquête publique relative à une opération susceptible d'affecter l'environnement.

Autorise Monsieur Le Maire à régler la dépense.

Objet : DIVERS

**AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES HAUTES-ALPES
IT05 (ingénierie territoriale)
adhésion à IT05**

Le conseil général souhaite offrir des outils, des compétences et des moyens humains aux communes et aux communautés de communes pour accompagner le développement de l'ensemble du Département.

Vu l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que : « *Le Département, des Communes et des Etablissements Publics Intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier* »,

Vu la délibération du Conseil Général des Hautes-Alpes fixant les premiers principes relatifs à la création d'une agence technique départementale sous la forme d'un établissement public administratif, en date du 25 juin 2013 ;

Vu la délibération du Conseil Général des Hautes-Alpes instituant l'agence technique départementale dénommée IT 05 (Ingénierie Territoriale des Hautes-Alpes) au service des collectivités, en date du 22 octobre 2013 ;

Vu les statuts adoptés par l'Assemblée Générale constitutive de l'établissement public IT 05 le 28 janvier 2014 ;

Le conseil général propose plusieurs options :

O Pour les prestations relevant des seuls domaines de l'eau potable et de l'assainissement :

- le SATEP Service d'Assistance Technique pour l'Eau Potable
0.15 € par habitant DGF avec un seuil de perception de 200 €
▶ Soit pour la collectivité : $0.15 \times 586 = 87.90$ € le coût serait donc gratuit
- le SATESE Service d'Assistance Technique pour l'épuration et le suivi des eaux
0.50 € par habitant DGF avec un seuil plancher de perception de 200 €
▶ ne concerne pas la collectivité : compétence de la Communauté de Communes du Briançonnais
- le SATAA Service d'Assistance Technique d'assainissement autonome
0.05 € par habitant DGF avec un seuil plancher de perception de 200 €
▶ ne concerne pas la collectivité : compétence de la Communauté de Communes du Briançonnais

O pour l'ensemble des prestations, hors domaine « eau potable et assainissement » :

- Routes et infrastructures de transport
- Bâtiments
- Gestion des cours d'eau
- Déchets
- Sport de nature
- Espace naturels sensibles
- Energie
- Location de service
- Ingénierie financière
- Formation et animation de réseaux
- Développement de politiques culturelles
- Politiques liées à la petite enfance
- entre 0.80 et 1 € par habitant DGF pour les communes

O pour l'ensemble des prestations proposées par IT05

- 0.80 € par habitant DGF
▶ Soit pour la collectivité : $0.80 \times 586 = 468.80$ €

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :
décide** d'adhérer à IT 05 pour

O le SATEP ▶ Soit pour la collectivité : $0.15 \times 586 = 87.90$ € le coût serait donc gratuit

approuve la convention détaillant les prestations réalisables.

approuve les statuts d'IT05 ;

désigne Mr LEROY Pierre pour représenter la Commune à IT05.

Objet : DIVERS

MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE – PROGRAMME ACTE

- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en particulier son article 139 ;
- Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-1, L.3131-1 et L.4141-1 ;
- Considérant que la commune de Puy Saint André souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture ;
- Considérant la convention ACTES relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant les modalités et conditions de mise en œuvre du service avec la Préfecture des Hautes-Alpes,

Le conseil municipal à l'unanimité :

- **Décide** de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture des Hautes-Alpes, représentant l'Etat à cet effet.